

Technologie de l'information et de la communication,
éducation et post-développement en Afrique

Études Africaines

Collection dirigée par Denis Pryn et François Manga Akoa

Dernières parutions

BOUOPDA Pierre Kamé, *De la rébellion dans le Bamiléké*, 2008.

Méthode GAHUNGU, *La formation dans les séminaires en Afrique. Pédagogie des Pères Blancs*, 2008.

Dieudonné TSOKINI, *Psychologie clinique et santé au Congo*, 2008.

José DO-NASCIMENTO, *La renaissance africaine comme alternative au développement. Les termes du choix politique en Afrique*, 2008.

Jérôme T. KWENZI-MIKALA, *Les noms de personnes chez les Bantu du Gabon*, 2008.

Côme KINATA, *Prosélytisme chrétien au Congo français*, 2008.

Alain KISITO MÉTODJO, *Devenir maire en Afrique. Décentralisation et notabilités locales au Bénin*, 2008.

Simon-Pierre E. MVONE-NDONG, *Médecine traditionnelle. Approche éthique et épistémologique de la médecine au Gabon*, 2008.

Simon-Pierre E. MVONE-NDONG, *La nature, entre rationalité et spiritualité*, 2008.

Jean MPISI, Antoine Gizenga. *Le combat de l'héritier de P. Lumumba*, 2007.

Auguste ILOKI, *Le droit du mariage au Congo. Le pré-mariage, le mariage à l'état civil*, 2008.

Vincent AUCANTE, *L'Afrique subsaharienne et la mondialisation*, 2008.

Noel K. TSHIANI, *Vision pour une monnaie forte au Congo*, 2008.

Judith HOUEDJISSIN, *Les Administrations publiques africaines*, 2007.

Bernardin MINKO MVE (sous la dir.), *Manifeste contre les crimes rituels au Gabon*, 2007.

Bernardin MINKO MVE, Stéphanie NKOGHE, *Mondialisation et sociétés orales secondaires gabonaises*, 2007.

Louis MILLOGO, *Introduction à la lecture sémiotique*, 2007.

W. Zacharia TIEMTORÉ

**Technologie de l'information
et de la communication, éducation
et post-développement en Afrique**

Entre mythe de la technique et espoirs de progrès au Burkina Faso

Préface d'Yvonne Mignot-Lefebvre

L'Harmattan

© L'Harmattan, 2008
5-7, rue de l'École polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-05088-4
EAN : 9782296050884

Préface

L'ouvrage que propose W. Zacharia Tiemtoré repose sur un travail de recherche mené avec rigueur et méthode. Il aborde dans un style clair, direct et accessible, la question du développement du Burkina Faso à travers une analyse de l'introduction des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation. Cette thématique d'actualité est traitée de manière originale par l'auteur, qui a tenté de rechercher systématiquement l'objectivité en s'interrogeant, en nuancant ses propos et en s'abstenant d'émettre des jugements de valeur. Avec cet ouvrage, l'auteur vient enrichir la liste encore très courte des travaux sur les technologies de l'éducation en Afrique, qui doivent permettre aux acteurs du continent de se saisir de ce sujet majeur qu'on ne peut plus feindre d'ignorer au vu de l'évolution du monde. Dans l'élaboration du livre, l'auteur a consacré une place à la description détaillée du contexte de l'étude qui permet de mieux appréhender les aspects déterminants de l'environnement socio-économique et de prendre toute la mesure de la problématique abordée. Il a su également recourir à des références théoriques et à la définition de notions importantes qui éclairent et facilitent la compréhension de l'argumentaire exposé.

L'articulation pertinente de théories empruntées à plusieurs champs disciplinaires (sociologie, sciences de l'information et de la communication, philosophie et sciences de l'éducation) constitue un moment fort du livre. En présentant les termes essentiels du débat sur la place des techniques dans la société et dans l'éducation, W. Zacharia Tiemtoré met ainsi à disposition, les principales idées qui semblent guider ou influencer les initiatives d'ordre technologique, au Nord comme au Sud.

Si une distinction est faite entre analyses critiques et analyses apologétiques de la technologie et de ses vertus éducatives, il faut noter que l'auteur a choisi de s'inscrire, selon ses mots, dans une zone médiane en travaillant à la mise en complémentarité des différentes analyses. Il partage, dans cette démarche, le point de vue de Norbert Wiener qui pense que l'humain ne doit pas renoncer à sa responsabilité et à une éthique dans l'utilisation des technologies.

Cet ouvrage qui contient des informations riches prend tout son sens lorsqu'il conduit le lecteur dans la réalité des technologies de l'éducation au Burkina Faso. En se penchant sur les discours et les actes, W. Zacharia Tientoré montre comment les représentations des acteurs sociaux se construisent autour de réalités plutôt occidentales et du mythe de la technologie et pourquoi les actions sur le terrain ont une portée très limitée. Dans un environnement faiblement alphabétisé où se nourrir dignement, boire de l'eau potable et se soigner correctement n'est pas accessible au plus grand nombre, il est primordial avance-t-il, de ne pas se tromper dans la hiérarchie des priorités.

Il faut noter le courage de l'auteur qui a réalisé une étude qui conduit à se confronter aux idéologies et aux pouvoirs dans un contexte difficile, en évitant soigneusement de ne pas tomber dans l'approbation inconditionnelle du discours ambiant ou dans la critique vide de sens des choix technologiques.

Des travaux ont montré que depuis plusieurs décennies, les technologies fascinent et sont régulièrement présentées comme des leviers de développement. Aujourd'hui, toute la difficulté est donc de savoir comment dépasser l'engouement idéologique pour aller vers un pragmatisme de terrain, alors même que les faits au fil des ans n'ont cessé de témoigner d'une réalité beaucoup plus complexe.

Il est vrai que l'avenir du Burkina Faso et des pays défavorisés sera fonction de leur capacité à maîtriser la connaissance et le savoir dans un environnement où les technologies de l'information et de la communication s'avèrent de plus en plus présentes : elles posent avant tout la question de leur appropriation par les populations locales. On peut donc réfléchir et argumenter avec l'auteur quand il note que : « les objectifs et les enjeux de développement imposent en tout point une dynamique bien différente de toute conduite de passivité et de suivisme. En matière de développement, il est de plus en plus admis que la technologie ne décide pas de tout. Il existe certes des apports irréfutables liés à l'avancée technologique, mais le plus important semble être la manière dont chaque culture ou chaque peuple se réapproprie la technologie par rapport à son environnement politique, économique, social, mental et culturel ».

Pour terminer, il est nécessaire de souligner qu'au-delà des qualités relevées précédemment, ce livre de W. Zacharia Tiemtoré est aussi l'expression d'un regard africain sur une problématique africaine, comme on aimerait en voir plus souvent. Il mérite d'être lu et partagé parce que c'est un ouvrage essentiel pour celles et ceux qui ne veulent pas s'enfermer dans l'idée du sauvetage de l'Afrique par le mythe technologique.

Yvonne Mignot-Lefebvre
Sociologue Habilitée
Laboratoire SEDET, CNRS
Université de Paris Diderot

Avant-propos

Cet ouvrage est un condensé d'analyses et de réflexions autour de sujets essentiels que sont l'éducation et le développement. Sa publication a été voulue dans un objectif majeur, celui de partager avec le plus grand nombre, une lecture argumentée de faits relatifs à la lutte contre la pauvreté et l'ignorance en Afrique. Partageant avec d'autres auteurs la conviction que c'est à travers une éducation forte que les peuples du monde assurent leur destinée et leur reproduction, il m'a semblé utile de consacrer un peu de temps et d'énergie pour apporter une contribution, fût-elle modeste, à la construction et à la consolidation d'un système éducatif efficace et adapté au continent africain.

Il s'agit d'un vaste chantier qui nécessite que chacun s'investisse vigoureusement avec ses aptitudes, son talent et sa sensibilité. En effet, la tâche est grande au regard des nombreuses contraintes et de la diversité des réalités politiques et socio-économiques de chaque pays africain. Une diversité qui commande de trouver des éléments de réponse appropriés à chacune des situations.

En choisissant de travailler sur l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'éducation au Burkina Faso, je souhaitais m'inscrire clairement dans cette logique en me saisissant d'une thématique qui intéresse, surprend, rassure ou inquiète, en fonction notamment du rapport que l'on a avec ces technologies.

On peut observer que ces TIC, vocable sous lequel on désigne aussi bien la télévision, la radio, le téléphone, l'ordinateur ou Internet pour ne citer que ces exemples, laissent rarement indifférents les acteurs sociaux. Comme bon nombre d'artefacts de l'ère moderne, les TIC

fascinent les populations urbaines et rurales du Burkina Faso et plus largement de l'Afrique dès lors qu'elles en entendent parler. La nouveauté et la force symbolique de ces outils qui incarnent le développement occidental sont de nature à expliquer cette fascination que ce livre voudrait tenter de dépasser. Aller au-delà de l'enchantement pour penser les TIC à l'aune du milieu concerné me paraît une exigence fondamentale. En écrivant cet ouvrage, j'ai d'abord pensé à toutes les personnes, quel que soit leur niveau de responsabilités, qui sont investies dans les secteurs de l'éducation, du développement et des technologies de l'information et de la communication. Je dois certainement partager avec elles l'objectif commun de parvenir à une utilisation efficiente et intelligente de ces objets techniques. Aussi, ai-je la faiblesse de croire que cet écrit pourra constituer pour chaque acteur, une source d'information, une véritable base de travail.

Pour des raisons d'organisation et d'efficacité, la présente publication est consacrée au Burkina Faso. Toutefois, il ne sera pas étonnant de retrouver dans d'autres pays francophones de l'ouest africain, des réalités très proches du constat global effectué et explicité dans ce livre. Par conséquent, je formule ouvertement le vœu que chacun puisse y trouver un intérêt à poursuivre et à alimenter l'analyse et la réflexion collectives, qui doivent de façon inéluctable marcher au devant de nos actes.

W.Z.T

Introduction

Depuis l'avènement des indépendances, les États africains se mobilisent et s'investissent pour poursuivre et consolider leur processus de développement et de modernisation, afin de construire une Afrique autonome, solidaire et prospère.

Dans les rencontres politiques continentales et mondiales qui réunissent régulièrement les responsables au plus haut niveau, le développement de l'Afrique y apparaît comme un sujet central abordé de façon quasi systématique. Ceci, parce que les indicateurs de développement qui donnent un aperçu du niveau de satisfaction des besoins fondamentaux (éducation, santé, eau potable, etc.) des populations n'annoncent pas de bonnes nouvelles. Dans cette partie du monde, la pauvreté demeure le lot quotidien de nombreuses communautés.

Ainsi, de façon collective ou individuelle, les pays africains tentent de s'organiser pour faire face aux nombreux défis du millénaire nouveau marqué par un important progrès technologique. En effet, les technologies de l'information et de la communication (TIC), considérées ici comme des objets techniques et outils de transmission et de gestion de données ont régulièrement progressé au cours des deux dernières décennies.

D'abord diffusées dans les pays occidentaux industrialisés, ces technologies modernes ont pénétré au fil du temps les différentes parties du monde et sont aujourd'hui présentes dans les pays à faible revenu. Il s'agit d'une innovation majeure qui provoque des bouleversements dans les économies, les sociétés, les cultures et surtout accélère le processus de globalisation, à tel point que l'organisation du travail, le système de

formation et d'éducation, la création artistique et les rapports sociaux s'en trouvent affectés (Dahmani, 2004).

En Afrique et singulièrement au Burkina Faso, malgré le faible taux de pénétration de ces technologies, une idée tendant à présenter les TIC comme un levier de développement est en train de s'implanter. À travers le déploiement d'Internet qui est l'une des figures de proue du progrès technologique, il est annoncé le rattrapage de l'Occident et donc le comblement du retard des pays les moins avancés en matière de développement.

Ainsi, Ba (2003) soutient que l'Afrique a pris conscience de l'urgence à utiliser Internet comme outil de développement culturel, économique et scientifique, et Ossama (2001, p. 52) affirme pour sa part que l'ordinateur, les réseaux électroniques sont devenus les éléments essentiels de l'organisation et du fonctionnement de la société.

Cette ambition de parvenir au développement du continent africain, grâce notamment à l'intégration des technologies dans divers secteurs d'activités, semble désormais partagée et répandue. C'est ce qui explique la multiplication des initiatives dans une multitude de domaines en particulier l'éducation, secteur considéré à la fois par les institutions internationales et par les instances africaines de décision, comme un des axes prioritaires de développement.

Préparer les futures générations à entrer dans la société de l'information, apporter des solutions aux problèmes éducatifs, sont autant d'arguments pour faire admettre le bien-fondé et l'importance de l'introduction des TIC dans l'éducation en Afrique.

L'argumentation d'Ossama (*ibid*, p. 52) illustre cet état d'esprit. Il affirme que l'intégration des technologies de l'information dans l'ensemble du processus éducatif doit devenir un impératif pour les nations à travers le monde.

L'école doit préparer selon lui, les nouvelles générations à la complexité de la société de l'information émergente, d'autant plus que les ordinateurs gagnent en puissance et deviennent capables d'être utilisés dans des activités intellectuelles.

Face à ce qu'il conviendrait de qualifier d'engouement international en faveur des TIC, il a semblé pertinent et indispensable d'interroger une forme de globalisation du discours qui tend à homogénéiser les sociétés, un peu comme si la différence de contexte n'influaient pas sur ce que l'on peut attendre des TIC dans l'éducation. Pour cela, il a été mené un travail de recherche dans un espace très limité et avec pour finalité principale de contribuer à une meilleure connaissance des réalités liées à l'intégration des TIC dans l'éducation en milieu économiquement pauvre. La préoccupation majeure est de tenter de sortir de l'ombre un certain nombre de faits dans un domaine qui produit une grande quantité de discours, sans pour autant que des études à caractère scientifique ne puissent permettre de les corroborer ou de les infirmer.

L'ambition du présent ouvrage n'est pas d'épuiser la réflexion sur les technologies de l'éducation au Burkina Faso et encore moins en Afrique. Ce livre ne prétend pas non plus apporter *la solution* aux problèmes identifiés. Il vise plutôt à travers son contenu, à participer à la clarification des débats actuels sur les relations entre TICE (cet acronyme sera utilisé chaque fois qu'on parlera spécifiquement des TIC dans l'éducation) et développement, tout en évitant d'être uniquement une sorte de relais ou de "caisse de résonance" dépourvue de capacité critique et qui reprendrait sans discernement le discours ambiant sur la technologie. En d'autres termes, on s'est attaché à décrire les faits de manière authentique parce qu'on a la conviction qu'une exploitation efficace du

potentiel de ces technologies passe d'abord par une maîtrise du cadre d'implantation et d'usage.

L'approche privilégiée dans ce travail pour prendre en compte les différents aspects de l'objet d'étude est de type pluridisciplinaire. Ce choix s'est trouvé justifié parce que l'intégration des technologies dans l'éducation est à la fois politique par les décisions à prendre, philosophique et éthique dans la détermination du type de société à bâtir, éducative par le champ social concerné, mais aussi technique et informationnelle par les outils utilisés. Ainsi, des ressources théoriques appartenant à ces divers champs disciplinaires ont été mobilisées dans une tentative d'articulation.

Après une présentation générale du contexte de l'étude, il est proposé un exposé synthétique de travaux antérieurs, une définition de notions importantes et des analyses organisées et présentées par courants de pensée. Les principaux résultats de la recherche sont ensuite livrés en deux temps. Une attention est d'abord portée sur les représentations des acteurs éducatifs et politiques, puis vient ensuite une évaluation des actions menées sur le terrain par ces mêmes acteurs. Une dernière partie permet de tirer momentanément des conclusions et de répondre à l'interrogation principale de l'étude qui porte sur le fondement de l'espoir de développement lié aux TIC dans le milieu éducatif au Burkina Faso.

**Chapitre I : Une problématique délicate
dans un contexte socio-économique défavorisé**

1. Burkina Faso : Réalités d'un État pauvre

Le Burkina Faso est un pays enclavé de l'Afrique de l'Ouest. Il s'étend sur une superficie de 274 200 km² et sa population est d'environ 13,44 millions d'habitants¹ répartis entre une soixantaine d'ethnies. La densité est de plus de 45 habitants/km² et le taux de croissance démographique est de 2,4 % par an. La population est rurale à plus de 75 %, avec une majorité de femmes (plus de 51 %) et de jeunes (les moins de 15 ans représentent plus de 55 %)².

Le climat du Burkina Faso est tropical et de type soudano-sahélien. Deux principales saisons se succèdent : une saison des pluies très courte de trois à quatre mois (juin à septembre) et une saison sèche de huit à neuf mois (octobre à juin).

Si la langue officielle est le français, il reste que de nombreuses langues nationales sont parlées dont les plus courantes sont le Mooré, le Dioula et le Foulfouldé.

Après son indépendance le 5 août 1960, le Burkina Faso (anciennement Haute Volta) a connu plusieurs régimes constitutionnels et d'exception. Depuis 1991, cette ancienne colonie française a opté pour un système politique démocratique en adoptant une constitution par voie référendaire et en organisant des élections présidentielles, législatives et municipales.

Au plan socio-économique, le Burkina Faso a enregistré un taux de croissance évoluant de 0,4 % en

¹ Estimation 2007 de l'Institut national de la statistique et de la démographie (Insd). Site web : www.insd.bf

² Source des autres données chiffrées : « *Stratégie d'opérationnalisation du plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication 2004-2006* », document élaboré par la DELGI en collaboration avec la Banque mondiale et le Pnud, octobre 2004.

1992 à 4,1 % en 2004 selon les chiffres de l'Institut national de la statistique et de la démographie.

Malgré ces résultats économiques, le Burkina Faso occupait encore la 174^{ème} place sur les 177 pays classés en 2006 sur la base des indicateurs de développement humain du Pnud. Ces données montrent que la satisfaction des besoins essentiels des populations reste encore très faible et que la pauvreté persiste. En effet, des millions de personnes (46,4 % de la population) vivaient toujours en dessous du seuil de pauvreté en 2003, tandis que l'espérance de vie fluctuait entre 43 ans et 52 ans selon les sources. De l'avis du ministère de l'Économie et du Développement, seulement 13 % de la population aurait accès à l'énergie électrique.

Au plan sanitaire, les maladies telles que le paludisme, la rougeole et la méningite restent pratiquement à l'état endémique. Avec les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA, elles constituent une préoccupation constante pour les populations. Les couches les plus vulnérables sont les femmes et les enfants de moins de quinze ans.

L'essentiel de l'économie du Burkina Faso est basé sur le secteur primaire, c'est-à-dire sur les activités agricoles et pastorales (agriculture, élevage, pêche, forêts). L'activité agricole à elle seule occupe plus de 80 % de la population active. Les cultures vivrières (mil, sorgho, maïs, riz, fonio) occupent également plus de 80 % des terres cultivées mais ne couvrent pas les besoins de consommation des populations. Les cultures de rente sont constituées pour leur part, du coton, de l'arachide et du sésame. Le coton avec ses recettes d'exportation évaluées à 96 milliards de FCFA (environ 146 millions d'euros), soit 50 % des exportations du pays, est la première source de devises. Le produit de l'élevage représentait environ 10 % du PIB et 19 % des exportations en 2001.

Le secteur secondaire qui comprend l'industrie, l'énergie, les mines, l'artisanat, les bâtiments et travaux publics, a contribué à hauteur de 20 % au PIB entre 1990 et 2002. La part de ce secteur en 2002 était de 17 % du PIB.

Quant au secteur tertiaire (administration, commerce, transports et communications, services divers), il a contribué pour 26,3 % au PIB entre 1990 et 2002. La part de ce secteur en 2002 était de 30,2 % du PIB.

En plus de la présentation de ces éléments factuels, pour bien comprendre le contexte du Burkina Faso, il ne faut pas ignorer complètement celui de l'Afrique auquel il est fortement lié. C'est pourquoi, il est proposé ci-dessous une peinture minimale et rapide du visage actuel du continent africain aux plans socio-économique et politique.

Le visage actuel du continent africain

L'état social et économique de l'Afrique si l'on en croit Banny (2005) n'est pas particulièrement brillant.

Cinq ans après le lancement des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)³ qui visent la réduction de moitié d'ici 2015 du nombre de personnes vivant dans la pauvreté, l'Afrique subsaharienne reste la région où les progrès les plus importants sont requis pour assurer à tous les citoyens les conditions minimales d'une vie décente.

³ En septembre 2000, les 191 États membres de l'ONU ont décidé de réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015. Pour y parvenir, ils se sont fixé huit objectifs prioritaires (Sachs, 2005) qui sont : réduire l'extrême pauvreté et la faim ; assurer l'éducation primaire pour tous ; promouvoir l'égalité des sexes ; réduire la mortalité infantile ; améliorer la santé maternelle ; combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies ; assurer un environnement durable ; mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Environ 320 millions de personnes vivent encore sur le continent avec moins de 400 francs CFA (environ 60 centimes d'euros) par jour, soit près de la moitié de la population, tandis que 47 % des habitants n'ont toujours pas accès à l'eau potable. Il apparaît également que les progrès réalisés dans la réduction de la mortalité infantile et maternelle, ainsi que dans la lutte contre certaines maladies telles que le VIH/SIDA et le paludisme sont insuffisants.

Démocratie ou démocratisation ?

L'environnement politique africain est dominé par la naissance et la consolidation de jeunes démocraties et par une prise de conscience des décideurs politiques de la nécessité de s'unir à l'échelle continentale pour relever les défis du millénaire naissant.

Plus de quinze années après le discours de la Baule⁴, les démocraties en Afrique suscitent néanmoins des interrogations et des réflexions.

Pour Nzinzi (2000) par exemple, la démocratie est en train de connaître des développements inédits en Afrique, où son utilisation par les forces conservatrices semble aboutir à l'invention de ce qu'il propose d'appeler un *démocratisme*. Revêtu sur commande à l'intention du reste du monde, le nouvel habit d'apparat du *démocrate* argumente Nzinzi, est bien souvent suffisant pour s'attirer la sympathie des soutiens intérieurs et extérieurs ainsi que la bénédiction des puissances de l'argent.

⁴ Au cours du 16^{ème} sommet "France Afrique" organisé à la Baule en 1990, le président français de l'époque a tenu à faire passer à ses pairs africains, l'idée que la démocratie allait inéluctablement s'étendre à toute la planète et que la France réorienterait dorénavant son effort de soutien au profit des initiatives qui seraient accomplies pour aller vers plus de liberté.

Pour saisir les enjeux de cette falsification du pluralisme, l'auteur avance l'hypothèse que la démocratie en Afrique se construit sous le signe du platonisme ou plus exactement d'un *néoplatonisme* politique⁵, qui privilégie la forme sur le contenu, se méfie de la souveraineté du peuple et redoute autant l'altérité que le pouvoir de l'opinion. Ainsi, selon le raisonnement de l'auteur, les sociétés africaines ne prendraient que les formes institutionnelles de la démocratie telles qu'elles ont été formulées depuis la Grèce antique et en évacueraient le contenu pratique qui renvoie au respect de la légalité et de la morale, sous prétexte de vouloir construire une *démocratie africaine*.

Médard (1996, p. 112) relève pour sa part que l'État se caractérise par ce qu'il propose de nommer un *patrimonialisme exacerbé* : chaque agent de l'État s'appropriant personnellement son poste public en gérant la parcelle d'autorité publique qu'il contrôle comme s'il s'agissait d'un bien privé. Cela se traduit par un ensemble de pratiques que l'on désigne couramment sous le nom de népotisme, de clientélisme ou de corruption. D'où la conclusion de cet analyste qui note que la relation alimentaire qui unit les individus et les groupes à l'État, constitue inmanquablement un obstacle à la démocratisation, d'autant plus que souvent, la lutte politique est avant tout la lutte pour l'accès à l'État et à ses

⁵ Selon Nzinzi, Platon pensait que le peuple, incapable d'atteindre la majorité intellectuelle, ne saurait par conséquent atteindre la majorité politique. Le peuple doit donc vivre éternellement sous la direction éclairée du philosophe, qui seul, réalise les conditions de concentration du savoir-pouvoir et que la démocratie aurait tort de vouloir diluer dans le peuple. Sous le nom de "néo-platoniciens politiques", Nzinzi rassemble donc tous ceux qui raisonnent comme Platon et n'entendent pas voir le peuple exercer pleinement sa souveraineté.

ressources matérielles, une lutte pour la richesse et la survie. Toutefois, malgré l'ambiguïté qui caractérise les nouvelles démarches démocratiques, celles-ci démontrent par leur présence que le processus de démocratisation est en marche sur le continent africain.

Le mirage de l'union et des programmes continentaux

Une autre caractéristique de l'environnement politique est la naissance de l'Union africaine qui marque la détermination des décideurs du continent de mutualiser les forces des différents États, afin de sortir de la pauvreté par la réalisation de programmes communs de développement. Succédant à l'Organisation de l'unité africaine, l'Union africaine (UA), en gestation depuis 1999, a été lancée en 2002 à Durban⁶ en Afrique du Sud. Elle est l'institution

⁶ Les objectifs de l'Union africaine sont entre autres : 1) Réaliser une plus grande unité et solidarité entre les pays africains et entre les peuples d'Afrique ; 2) Défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de ses États membres ; 3) Accélérer l'intégration politique et socio-économique du continent ; 4) Promouvoir et défendre les positions africaines communes sur les questions d'intérêt pour le continent et ses peuples ; 5) Favoriser la coopération internationale en tenant dûment compte de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; 6) Promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent ; 7) Promouvoir les principes et les institutions démocratiques, la participation populaire et la bonne gouvernance ; 8) Promouvoir et protéger les droits de l'homme et des peuples conformément à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et aux autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme ; 9) Créer les conditions appropriées permettant au continent de jouer le rôle qui est le sien dans l'économie mondiale et dans les négociations internationales ; 10) Promouvoir le développement durable aux plans économique, social et culturel, ainsi que l'intégration des économies africaines ; 11) Promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité humaine en vue de relever le niveau de vie des peuples africains ; 12) Coordonner et harmoniser les politiques

fondamentale et la principale organisation du continent dans le domaine de la promotion de l'intégration socio-économique du continent, en vue du renforcement de l'unité et de la solidarité entre les pays et les peuples africains. Cette nouvelle organisation africaine a déjà enregistré quelques réalisations (Ouazani, 2005) au nombre desquelles figure le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad).

Le Nepad⁷ qui est une vision et un cadre stratégique pour la renaissance de l'Afrique a été officiellement adopté en 2001. Il est construit autour de principes qui mettent en avant la bonne gouvernance, le développement à partir des ressources du continent et de la richesse de ses peuples, la construction d'un partenariat international qui modifie le rapport entre l'Afrique et les pays industrialisés.

En termes de réalisations, il faut dire que le bilan après quelques années d'existence laisse apparaître que les résultats sont loin d'atteindre les niveaux escomptés. Le

entre les Communautés économiques régionales existantes et futures en vue de la réalisation graduelle des objectifs de l'Union ; 13) Accélérer le développement du continent par la promotion de la recherche dans tous les domaines, en particulier dans les sciences et technologies ; 14) Œuvrer de concert avec les partenaires internationaux compétents en vue de l'éradication des maladies évitables et de la promotion de la santé sur le continent.

Voir le site Web : <http://www.africa-union.org>

⁷ Les principaux objectifs de ce programme sont : 1) Eradiquer la pauvreté ; 2) Placer les pays africains, individuellement et collectivement, sur la voie d'une croissance et d'un développement durables ; 3) Mettre un terme à la marginalisation de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation et promouvoir son intégration complète et profitable à l'économie mondiale ; 4) Accélérer le renforcement des capacités des femmes afin de promouvoir leur rôle dans le développement socio-économique.

Voir le site Web : <http://www.nepad.org>